
DUBLIN – Transition Perspectives: From an Internet Pioneer and the US Congress

Sunday, October 18, 2015 – 16:45 to 18:15 IST

ICANN54 | Dublin, Ireland

THERESA SWINEHART: Messieurs, Dames, nous vous demandons de prendre place, nous allons commencer notre réunion. Encore une fois nous vous demandons de vous asseoir s'il vous plait, ça serait très apprécié, merci!

Faut-il que je commence Nancy?

Bienvenue à tous et merci d'être présent pour cette réunion, je sais que pour beaucoup d'entre nous la réunion ICANN a déjà commencé il y a quatre jours, mais le fait de le faire le dimanche soir c'est sympathique! Nous avons plusieurs choses à vous présenter, mais j'aimerais commencer par présenter Ira Magaziner, qui va faire quelque remarque et qui va également prendre des questions à la fin. Donc comme pour beaucoup d'entre vous le savait, Ira était à la Maison-Blanche, il était conseiller supérieur en politique et en développement à l'époque où l'ICANN a été formé, donc il a énormément de passé, d'expérience, d'application, il a suivi certaines des discussions ici, il est également conseiller auprès du CCWG sur le

Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier, mais pas comme registre faisant autorité.

processus de responsabilité et il a été présent à plusieurs des réunions qui ont eu lieu. Donc nous allons écouter Ira et ensuite nous parlerons ou nous écouterons Jimmy Hedlund, mon collègue, qui s'occupera du panel ici sur la scène, donc Ira Magaziner pour commencer.

IRA MAGAZINER:

Merci, donc je souhaite d'abord commencer par vous parler de ma première rencontre avec l'Irlande il y a douze ans, alors que je n'avais pas mis les pieds en Irlande, j'étais étudiant à Oxford, j'étais un étudiant road scholar, pendant ma première semaine en cours, je me suis rendu compte qu'il y avait deux hommes assez grands, imposants et qui étaient très bien habillés, qui étaient en costume, qui étaient là le matin, lorsque je partais de ma chambre, ils étaient là en cours avec moi et ils étaient toujours derrière moi à quelque mètre et au bout de quelque jours, je me suis dit, je vais aller leur parler, ils se sont enfouis, je n'ai pas réussi à les rattraper. Le lendemain, je sortais de mon dortoir, et il y avait une voiture à l'extérieur, ces deux hommes sont sortis ils ont mis la main sur mon épaule et ils m'ont dit "entre dans la voiture" et ensuite, ils m'ont montré un badge et ils m'ont dit qu'ils étaient dans les forces de la police, une branche un peu spécialisée, l'équivalent du FBI aux Etats Unis, donc je suis rentré dans la voiture, je n'avais pas le choix, et je me suis dit, mais qu'est-ce qu'ils font? Je sais que j'avais fait

certaines manifestations sur les droits de l'Homme aux Etats Unis mais enfin je ne voyais pas pourquoi ils me prenaient comme ça. Ils m'ont emmené dans une salle d'interrogatoire, il y a quelqu'un d'autre qui est arrivé dans la salle et qui a donné un coup de poing dans la table et qui m'a dit "Où est la presse à impression?, je me dit mais de quoi parle-t-il? "Dis-nous où est la presse?"

Et donc quelqu'un à l'université d'Oxford, avait mal lu quelque chose. A l'époque, l'IRA, avait fait certaines manifestations à Londres, donc la sécurité était très élevée, et donc il y avait quelqu'un qui envoyait des emails à l'IRA à Ira Magazine et donc ils ont pensé qu'avec mon nom je publiais un magazine qui s'appelait le magazine de l'Ira et que je pouvais les gens à faire exploser des bombes.

Je lui ai dit : Non, non, non je m'appelle Ira, Magazine c'est mon nom et au début, bien sûr, ils ne m'ont pas cru, parce que c'est un drôle de nom, mais bon ça a été ma première expérience des Irlandais et je raconte ça, car je crois qu'à l'époque et ça fait, d'ailleurs, pas très longtemps.

Quel était le mode de communication? Et bien c'était justement les machines à écrire, et si on faisait une erreur, on était obligé de blanchir pour corriger l'erreur, ce n'était pas du tout une machine électronique, il y avait l'IBM 360 avec laquelle il fallait longtemps pour faire, il y avait des presses à imprimer, il y avait des imprimantes et donc à l'époque c'était comme ça. Ensuite

on est passé aux ordinateurs et petit à petit à Internet, donc les choses ont énormément changé, il n'y avait même pas d'imprimante telle qu'on les connaît actuellement. Si je considère les changements depuis les années 90, où nous avons commencé notre travail, ces changements sont absolument phénoménaux!

Lors du lancement du processus, j'ai fait la chose suivante, je vais le refaire, le Président Clinton, m'avait demandé d'organiser un groupe de travail au sein du Cabinet pour continuer sur la lancée économique sur laquelle on était, nous avons considéré certaines choses, c'était au moment de la réélection de Clinton. Au cours de la première semaine, nous nous sommes dit, si on considère la croissance économique, ce qui alimente cette croissance économique, c'est les nouvelles technologies.

Et donc, l'Internet, n'avait que quelques années à l'époque, mais l'internet, avait une promesse de stimulation de l'économie mondiale à un niveau extraordinaire.

Et puis, on a vu également quel était l'impact du génome humain sur les technologies ainsi que sur les énergies renouvelables. Mais ils nous semblait qu'internet était une chose majeure. Donc on s'est dit si on pouvait mettre en place un certain nombre de processus, qui permettent à cet internet de devenir utilisable sur le marché de manière conviviale, si on

permettait à un internet de devenir un médium commercial, et bien cela permettrait à l'économie d'avancer.

Nous avons prévu que l'économie pourrait croître dix fois plus rapidement. Mais le cabinet nous a dit "Bon d'accord!", le Président nous a dit "Très bien allez-y, ça semble intéressant!" Et donc au tout début de mon travail, lors de la première semaine à mon poste, j'ai eu des appels téléphoniques d'un groupe de personne, et parmi ces appels, il y avait le chef de l'agence DARPA, qui m'a dit, "Écoutez, nous avons un contrat avec un gars qui est en Californie du Sud, qui va s'occuper du système des numéros, donc il est en Californie, très bien, nous on souhaite se retirer de tout ceci." Le Président de l'université en Californie du Sud nous a dit "Non, il y a plusieurs groupes qui nous poursuivent en justice, ça nous intéresse pas, d'ailleurs, il y a 50 poursuites en justice dans le monde entier qui remettent en question la façon dont l'internet, ces noms, numéros, ces noms fonctionnent.

Donc le Département du commerce a ensuite, lancé le contrat pour les noms du domaine, a une société qui s'appelait la Network Solutions, ensuite qui a été racheté par VeriSign, et donc le responsable de cette compagnie qui, ensuite a intégré Jon Postel, on s'est dit: il faut investir dans internet, il y a un potentiel, mais ce n'est pas un environnement très prévisible, à

ce point, nous avons formé un cadre pour le commerce électronique et au cours d'une année et demie, nous avons négocié, un certain nombre de traité internationaux avec l'Union Européenne, le Japon, l'Australie et d'autres pour que l'internet soit protégé du terrorisme, et également pour protéger les droits d'auteurs, ainsi pour reconnaître les signatures numériques comme juridique, comme légale, exécutoire dans l'internet.

Nous avons également adopté différente législation au sein du congrès américain, pour permettre à internet de fonctionner. Nous avons éliminé les taxes sur internet, et puis nous avons dérégulé internet ou interdit la régulation par la FTC d'internet, de manière à ce que le marché puisse être libre sur internet, donc il y a eu ratification du traité pour ces signatures numériques et à l'époque à Washington, c'était une époque très divisée, très partisane tout autant qu'aujourd'hui, d'ailleurs, il y avait une interruption totale du gouvernement dans le cadre d'un conflit entre la Maison Blanche et le Congrès, et il y a eu même le Président Clinton qui aurait pu partir du Gouvernement, nous avons décidé que la législation d'internet devait être exclue de tout cela, et ceci a été soutenue par les Démocrates et les Républicains.

Il y avait Newt Gingrich qui était à la Chambre des Représentants, il y avait également le Sénateur Orrin Hatch qui était impliqué dans cette question de la signature numérique,

nous avons eu 70/80 voies au Sénat et 100 c'est-à-dire les 2/3 à la Chambre des Représentants. Lors de ce discours, cela a été mentionné parce que c'était quelque chose qui ne devait pas être une question partisane et ça a fonctionné et à l'époque nous avons également formé ce qu'est devenue l'ICANN car nous avions besoin d'un véhicule qui aurait pu devenir mondiale à l'époque, vous savez, il y avait le Minitel en France qui était la version de connexion Française, car internet était encore petit, mais leur moyen de connexion, mais nous pensons qu'il faut qu'il y ait un moyen basé sur les lois du marché, un moyen rapide qui puisse donner les capacités au marché, aux différentes parties prenantes au marché de fonctionner. De la même manière, il fallait qu'il y est un cadre juridique à tout ceci, et donc en 1 1/2 an l'ICANN, est né de ce processus. Ca a été la première organisation de ce type avec une organisation à but non lucratif, reconnue par les gouvernements dans laquelle, les gouvernements avaient un rôle consultatif, nous avons fait cela car nous pensions que même si nous soutenions le travail des Nations Unies, nous pensions que l'internet devait être basé sur les lois du marché, il devait être gouverné de manière ascendante et le développement d'internet devait être rapide et même si ces processus peuvent vous sembler en terme de prise de transition sur la transition sont lents, la prise de décision par exemple, dans l'union des télécommunications internationales et beaucoup plus lentes, cela peut prendre 8 à 10 ans, donc nous

avons pensé que l'internet allait mieux fonctionné en tant qu'entité ouverte et en plus, même si les gouvernements étaient très importants, même s'ils devaient participés, ils ne devaient pas être les seuls à participer.

Donc voilà pourquoi, et comment l'ICANN est né. Et si je regarde en arrière encore une fois, en tant que personne qui a été impliqué, rester impliqué aurait été un conflit d'intérêt donc, je me suis retiré du processus, mais quand je regarde un peu l'historique, lorsque je me suis ré impliqué à Singapour, lorsque le processus a commencé, parce qu'au départ nous avons recommandé que le gouvernement Américain, devait retirer sa supervision, et que c'était la communauté qui devait réellement se charger de tout ceci, nous nous sommes rendu compte que nous allions avoir besoin de temps pour que l'ICANN se prouve, pour que tout ceci se produise.

Alors maintenant, si je regarde de manière individuelle, en tant que personne, tout ce qui s'est passé sur l'internet, le nombre d'utilisateur est extraordinaire, le nombre de nom de domaine, le nombre de langues qui sont utilisés sur l'internet, le wifi, les dispositifs mobiles, et maintenant l'internet des choses, ce qui est remarquable, c'est qu'on ne lit jamais rien sur l'Ethernet qu'indique que l'internet ne fonctionne pas.

Pourquoi?

Et bien, ces grâce aux personnes qui sont présentes, ici. Les personnes qui s'occupent des activités de bases, la coordination technique de l'internet, on était en mesure de rester au pas de toutes ces évolutions, de tous les changements; et donc internet continue de fonctionner sans accros, c'est remarquable!

Cela fait 20 ans que cela fonctionne et 16 ans pour ce qui est de l'existence de l'ICANN, c'est absolument remarquable!

Pour conclure ce que je voulais dire, j'ai observé ce processus au cours des 18 derniers mois, et je suis très optimiste, comme toujours lorsque les processus, les prises de décisions sont basés sur le consensus, malgré les hauts et les bas, et bien les gens ne sont pas timides dans l'internet, il y a beaucoup d'arguments, de discussions, mais on avance et on recule, et ceci est saint, mais d'une manière générale, le processus ascendant, avec beaucoup de commentaires, d'investissements de différentes personnes, et bien tout ceci a permis d'arriver à 98 voir 99 % de consensus et je crois qu'autour des jours à venir, il y a des gens qui ont des points de vues très prononcés sur la responsabilité, en particulier, et donc il y a des gens qui devront changer un peu leurs approches et d'une manière générale, je crois que ce processus de consensus va réussir, nous allons arriver à obtenir

une proposition consolidée qui sera faite d'ici quelques jours. Je pense qu'au bout d'un certain temps, il y aura un document qui pourra être présenté au gouvernement des Etats Unis pour faire avancer la transition et donc j'ai réellement espoir que ce consensus nous y sommes presque, je félicite tous les Présidents des comités qui ont énormément travaillé pour naviguer dans toutes ces questions pour en arriver dans ce point où nous sommes presque au consensus, nous devrions terminer tout ceci d'ici quelques jours.

Je suis également très optimiste, j'ai pu rapidement rencontrer certain membres du personnel et je suis également très optimiste car il existe au Congrès Américain, un esprit dans les deux camps, un esprit de travail, de coordination commune. Je pense que nous devrions pouvoir continuer d'avancer.

Alors, j'aimerais terminer en disant la chose suivante, à mon avis, ce qui est en train de se faire aujourd'hui est historique, si vous regardez en arrière, l'évolution des sociétés, vous savez les communautés de chasseurs, agricoles, industrielles, toutes ces transitions majeures dans l'histoire humaine, si on retourne 2000 ans en arrière, ont toujours été accompagné de changements dans la gouvernance, de changement dans la manière dont fonctionne la société et même s'il y a toujours deux pas en avant, deux pas en arrière, on voit de plus en plus la

démocratisation qui est rendue évidente à chaque étape et on voit que le progrès coûte toujours quelque chose, mais le progrès technologique est toujours synonyme de l'amélioration de la liberté, de la liberté humaine et l'amélioration du potentiel humain et cette révolution d'internet est tout aussi fondamentale que la révolution industrielle et le modèle de gouvernance que vous avez mis en place au cours de ces 16, 17 dernières années, je crois que ça sera un paradigme qui permettra de former l'avenir. Et la manière dont les processus ascendants, les processus basé sur le consensus démocratique, fonctionnerons à l'avenir.

Donc, je crois que votre travail est historique, même si je ne suis pas impliqué directement, je vous félicite pour tous les progrès qui ont été effectué et j'espère que vous allez pouvoir arriver à un consensus au cours des jours à venir, je crois que le travail a été extraordinaire et vous pouvez en être fier, merci beaucoup!

Je peux répondre à vos questions si vous en avez bien sûr, sinon je vais m'arrêter là, je sais bien que c'est dimanche et que tout le monde n'est pas forcément alerte, intéressé, mais si vous avez des questions, non, merci!

JAMIE HEDLUND:

Merci, bienvenue à la prochaine partie du programme, je suis le responsable de la relation entre l'ICANN et le gouvernement

américain, je voudrais présenter le panel et commencer notre discussion. A ma gauche, Jeff Farrah, conseiller au comité du commerce, Jeff était donc conseiller général pour le sénateur Scott Brown, il était conseiller pour tout ce qui s'agit du commerce internationale, la propriété intellectuelle, la technologie et les sanctions, avant cela, il était avocat dans une des firmes de Washington et donc spécialisé dans tout ce qui était le commerce internationale.

Ensuite, nous avons John Branscome, qui est au Sénat, Commission du Commerce du Transport, il a aussi servi en tant que Conseiller pour les communications et la propriété intellectuelle, pour le Sénateur américain Amy Klobuchar, auparavant, il travaillait dans une firme d'avocats à Washington.

Ensuite, il y a David Redl, qui était Chef conseiller à la Chambre des Représentants américaine au comité de l'énergie et du commerce et dans ce rôle là, il était l'un des conseillers principaux du directeur et du directeur du sous-comité sur les questions technologiques, auparavant, il était directeur des affaires réglementaires du CTIA, et une association internationale de commerce, de l'industrie de la communication et qui se spécialisait sur le haut-débit et les affaires réglementaires.

Ensuite, nous avons David Goldman, qui est conseiller en chef des comités sur la technologie depuis janvier 2015, avant cela, il était conseiller pour Jessica Rosenworcel et avant cela, il a eu beaucoup de poste au FCC surtout dans le bureau de Mr. Julius Genachowski, et avant cela, il était au Tribunal du 7ème Circuit à Chicago en tant que greffier.

Nous allons donc, procéder ainsi, nous allons poser des questions, s'il y a une participation des gens du panel qui pourront y répondre, et si nous avons le temps, nous pourrions avoir une petite séance question/réponse à la fin de la réunion.

En tout premier, nous allons parler de l'historique.

Première question: Pourquoi et depuis quand, est-ce que le congrès et le comité se préoccupe de l'internet en général et de la transition du rôle de l'IANA?

NON IDENTIFIE:

Comme je l'ai dit, au niveau de la transition de l'IANA, il n'est pas surprenant que nous sommes inclus dans le procédé, cette fois-ci nous avons participé à la fin de l'année dernière, et cela a commencé au tout début du processus IANA avec ce que l'on appelait l'Act.com, donc l'acte de supervision. Au début du processus, il y a une loi qui est née suite à beaucoup de question

qui est sorti de toutes les réflexions des comités, surtout pour tout ce qui était intérêt domestique, national aux Etats Unis, nous avons eu beaucoup d'audience sur ce sujet, nous avons eu beaucoup de réunion d'information entre toutes les parties prenantes, l'ICANN, le NTIA et toutes les parties prenantes, encore une fois, nous avons eu une révision de l'Act.com, j'ai travaillé avec Mr. Goldman, nous avons une version de l'Act.com; il s'est passé beaucoup de chose durant la réunion de l'Argentine pour l'ICANN.

Nous avons passé cette acte avec 378 OUI alors que les membres de la Chambre sont à 405.

JAMIE HEDLUND:

Je souhaite parler de la participation du Congrès dans la gouvernance de l'internet dans l'internationale. En dehors des sujets de la transition d'IANA.

JOHN BRANSCOME:

Oui nous avons parlé de cela, nous avons été intéressé depuis des années, nous étions à Dubaï ensemble au niveau internationale, la gouvernance de l'internet est important pour nos membres, même en dehors de la transition de l'IANA.

JAMIE HEDLUND: Je pensais que vous pourriez parler du fait que s'il y a un support qui est un bipartisan sur toutes ces positions particulières sur la gouvernance de l'internet.

NON IDENTIFIE: Oui je vais dire que oui, pour tous nos collègues qui sont républicains, le sénateur Thune participait dans ce travail sur la responsabilité pour qu'il y ait des propositions qui soient faites, nous avons eu des audiences avec le Sénateur Strickling et Fadi Chehade ont participé aussi avec cela. En dehors de ce travail qui a été fait, il y a eu de nombreuses interventions des comités des Affaires Etrangères, le comite IT, tout le monde a toujours été très inclus à participer, surtout les secteur ITU, ce sont tous ces problèmes qui sont intrinsèques au problème de la gouvernance de l'internet, la disponibilité du (inaudible) pour les services de radio, pour avoir l'accès au Capitol Hill, récemment vous savez, que vous avez aussi reçu notre intérêt quand l'ICANN a déployé le nouveau programme du nouveau GTLD, nous avons travaillé ensemble, du moins dans la Chambre des Représentants, je ne parle pas du Sénat, mais dans la Chambre des Représentants, nous travaillons avec tous les différents groupes pour nous assurer que tout était au point pour tout ce qui s'agit de la branche juridique pour les Etats Unis. C'est incroyable de voir que la Chambre des

Représentants, le Sénat, les Démocrates, les Républicains, ont vraiment soutenus cette approche multipartite.

Quatre d'entres nous sont en désaccord sur beaucoup de sujet mais (inaudible) et c'est bien. Tout nos patrons sont d'accord là-dessus. Nous sommes en accord sur ce sujet.

JEFFREY FARRAH: C'était une question qui était moins conflictuelle pour nos comités.

NON IDENTIFIE: Au mois de janvier, quand nous avons eu des audiences sur ces problèmes, tous les membres étaient là dans la salle, et on ne pensait pas qui était Républicain ou Démocrate car tout le monde était d'accord.

JEFFREY FARRAH: Expliquez si vous pouvez Jamie Hedlund.

JAMIE HEDLUND: NTIA était un acteur important dans tout cela.

JEFFREY FARRAH: Nos deux comités ont travaillé avec les deux groupes, nous avons un rôle de supervision au-dessus du NTIA.

DAVID REDL: Ce que cela veut dire, c'est que le NTIA, le statut qui gouverne le NTIA, l'Acte NTIA a été promulgué par nos comités. Les amendements ont été faits par nos comités, nous avons une bonne relation avec NTIA, nous avons toujours l'occasion de coordonner avec eux, en tant que citoyens américains, pas seulement en tant que la branche exécutive du gouvernement américain, mais en tant que citoyen en général, malgré le fait qu'on nous montre souvent que nous sommes les gens qui supervisent, nous avons, en fait, une très bonne relation avec eux, une relation de collaboration avec le NTIA.

JAMIE HEDLUND: Oui, il y a beaucoup de lois qui ont flotté au Congrès sur la transition qui avait à faire avec le Acte.com, une loi de budget qui pourrait peut-être bloquée la transition, est-ce que vous avez une idée de ce qui se passe avec ces lois, est-ce que vous pensez qu'elles auront un impact sur la transition?

JEFFREY FARRAH: En général, nos préférences seraient de conduire une supervision et de parler au niveau d'une perspective

congestionnelle, par exemple l'Act.com, au lieu de parler des politiques.

JAMIE HEDLUND:

Le travail du Département du Commerce, c'est de créer des politiques, ça n'a rien à voir avec les gens qui s'occupent des budgets.

JEFFREY FARRAH:

Correcte, oui les comités du commerce et de l'énergie et le comité du sénat sont 2 parties qui autorisent, il y a énormément de supervision comme je l'ai dit à travers des lettres, des audiences, et beaucoup d'entre nous ici, participent et font ce qu'ils ont à faire pour expliquer en général, il y a deux comités qui font face, qui se préoccupent des agences, il y a le comité qui autorise et qui fait face à tout ce qui est politique et l'autre qui fait face à tout ce qui est budget.

Alors, bien sûr, nous n'aimons pas forcément qu'un comité ou l'autre supervise l'autre, mais je parle des gens que je représente, nous pensons que l'act.com est une bonne alternative.

DAVID REDL: Oui, la relation comme elle avait été décrite au départ, la réalité comme vous voyez .COM, nous avons l'impression de détenir cette loi, nous sommes fière de cette loi. C'est comme cela que nous allons faire les choses.

NON IDENTIFIE: Il y a t-il une préférence? Est-ce que .COM va avoir du mal à sortir de la Chambre?

JEFFREY FARRAH: On essaye de travailler dur pour nous assurer que cela fonctionne.

JAMIE HEDLUND: Ok, vos patrons et le Sénateur Brian Schatz, ont envoyé une lettre récemment à Steve Crocker et je ne sais pas si tout le monde l'a vu, mais je me demande si vous pourriez nous aider, vous avez mentionné que la lettre que vos patrons à vous et Sénateur Rubio a envoyé en juillet 2014, quel est le message que l'on doit en tirer?

JEFFREY FARRAH: Le Sénateur Thune a été inclus dans ce processus, et nous essayons de trouver le moment approprié pour qu'il puisse donner une idée de ce qu'il voudrait voir pour cette transition, c'est un processus ascendant et c'est ce genre de chose qu'il va

rechercher et il y a beaucoup de membre du Congrès, du Sénat qui ont recherché cela quand la proposition va être mise en place. Il y a beaucoup qui l'intéresse, vous avez parlé du Sénateur Rubio en 2014 avait proposé des réformes spécifiques, il avait dit qu'il voulait qu'on voit dans les statuts que seulement la vie de GAC par consensus serait considéré par le conseil de l'administration, ce sont des exemples sur lesquels on va se pencher.

JAMIE HEDLUND:

Vous anticiper ma prochaine question, est-ce que vous vous attendez à ce que cela soit les propositions finales?

DAVID REDL:

Comme Jeff l'a dit, mon patron nous l'a dit souvent, nous voulons que les critères, que tout soit conforme avec les critères NTIA et nous voulons vous assurer que les résultats des processus ont commencé avec le 113ème Congrès, que nous recevions un rapport au gouvernement américain sur la responsabilité qui discutera du genre, des aspects des politiques nationales et la transition d'IANA. Nous avons déjà vu des développements très positifs.

JAMIE HEDLUND: Donc vous avez mis en place une méthodologie avec des normes?

DAVID REDL: Oui, nous allons faire des analyses très rigoureuses quelle que soit la proposition, nous allons parler du système multipartite et nous allons nous assurer que les groupes qui utilisent des consensus, puissent produire des propositions.

DAVID GOLDMAN: Oui, c'est la position des membres démocratiques dans la Chambre. Les membres pour lesquels je travaille vont demander à ce qu'on obtienne en retour, soutiennent réellement cette approche multipartite. Il faudra qu'il y ait une très forte responsabilité.

Cela va être très important, je pense qu'on est tous très unis, qu'on a à peu près tous le même avis là-dessus.

JAMIE HEDLUND: Alors que nous arrivons à la fin de ce processus, les propositions sont soumises au NTIA et il y aura donc une approbation des organisations (inaudible), tout cela passera devant le NTIA pour voir si les critères sont rencontrés, et ensuite sera envoyé vers le Congrès pour approbation. Et si par hasard, il y a des

inquiétudes sur ces propositions, devant le Congrès, ou quelqu'un demande qu'il pourrait y avoir du potentiel pour une main mise, est-ce que vous avez une idée de ce que flairait ou pourrait faire le Congrès?

DAVID REDL:

Oui, je pense que c'est pour ça que nous sommes ici, nous voulons participer, nous voulons observer le processus, coordonner, travailler avec NTIA, nous voulons éviter que cela se passe ainsi, qu'il y ait des problèmes, moi je ne pense qu'on pourrait passer à travers tout le processus du système multipartite et le processus de révision devant le NTIA et qu'il y ait encore des problèmes. Nous devons résoudre les problèmes avant, nous voulons assurer que tous les problèmes soient assurés avant que les tests de stress soient fait et qu'ils fassent bien partis du processus. Il y a certainement des inquiétudes de la part de certains membres du Congrès, il y a quand même du temps avant que ces propositions soient terminées.

JAMIE HEDLUND:

Je suis d'accord, nous voulons continuer, nous ne serions pas surpris s'il y avait des questions, mais au niveau du comité, je vous mets au défi, de travailler très dur, de vous rassembler, de présenter un plan que le Congrès ne puisse pas désapprouver.

C'est tout, je n'ai plus de question, on a un peu le temps pour répondre à des questions du public, si quelqu'un à des questions dans l'audience en cette soirée de dimanche?

MR. KILLIAN (de Dublin): Combien de cet environnement bipartisan est l'ignorance des législateurs. Ce que je veux dire par là c'est que je spécule que l'une des raisons pour laquelle il y a des problèmes sur l'accord, c'est que les politiciens ne comprennent pas ce que cela veut dire.

Oui, nous avons passé beaucoup de temps à éduquer, à former les membres de notre communauté sur ce qu'est l'ICANN, ce qu'est le processus multipartite et ainsi de suite, donc les membres de nos communautés sont très bien informés des deux côtés, une fois que vous passez au-delà des juridictions de chaque comité, il est sûr que certaines personnes comprendront peut-être un peu moins, au sein des comités, tout le monde comprend très bien.

DAVID REDL: Les membres s'éduquent sur les problèmes, c'est pour cela que nous sommes ici, tout le monde est éduqué, nous voulons aider nos patrons à comprendre, nous sommes là pour voir ce qui se passe à votre niveau, pour pouvoir leur donner les informations sur ce qui se passe.

DAVID GOLDMAN: Nous avons participé à beaucoup d'audience, nous avons amené avec nous des experts, Fadi est venue par exemple, les gens viennent pour nous éduquer, et ces audiences, par exemple, ne sont pas partisans, ce sont des audiences de formation, d'éducation et les membres ont été très intéressés sur toutes ces questions et je pense que maintenant elles connaissent bien le sujet.

DAVID REDL: Oui, quand nous avons amené ces soi-disant experts, nous avons aussi amené des parties prenantes, des audiences avec ISOC par exemple qui sont venus très souvent, nous avons des groupes qui sont venus et qui ont parlé à nos membres directement pour leur expliquer exactement ce qui se passé.

JAMIE HEDLUND: Oui, ma vie serait plus pratique s'il y avait plus d'ignorance.

NON IDENTIFIE: Est-ce que vos patrons sont inquiets sur les possibilités pour l'amendement de Ted Cruz sur l'Act DOTCOM qui demanderait à ce qu'il y ait une approbation préalable de Congrès, qui soit inclus dans la Législation, cela ressortirait du processus Sénat et la Chambre des Représentants? Ma deuxième question,

comment pouvez-vous exprimer ce que pense vos patrons sur ce qui s'agit des probabilités des efforts de la transition qui pourrait se retrouver coincé dans le vortex des élections 2016?

DAVID REDL: Deux question, l'amendement Cruz et les élections présidentielles pour 2016.

JEFFREY FARRAH: Le Sénateur Cruz fait partis du Comité et il a offert un amendement en bonne foie, le Sénateur Cruz propose ses inquiétudes et il a étudié le processus et il a proposé un amendement qui n'est pas passé et la version qui avait été enregistré vis-à-vis de notre comité était identique à la version de l'Act.com qui été passé devant la Chambre des Représentants, c'est une version qu'on a essayé de passer, il s'agit des élections 2016, je pense que vous parlez du Sénateur Rubio et du Sénateur Cruz. Le Sénateur Cruz a des inquiétudes lorsqu'il s'agit de la transition IANA. Le Sénateur Rubio n'est pas encore dans cette position, je ne peux pas caractériser cela, mais je sais qu'il est très inclus, participe dans beaucoup des problèmes qui ont à faire avec l'internet.

Combien de tout ça va se retrouver dans le vortex des élections 2016? Oui, il y a des inquiétudes sur lesquelles les gens vont discuter, il faut que l'on attende pour voir.

CHRISTOPHER WILKINSON: Merci pour votre sagesse et vos remarques. De façon historique, je parlais de l'équilibre entre le système multipartite et l'ICANN et de l'inclusion du rôle consultatif du gouvernement. Mr. Magaziner en parlait tout à l'heure, certains des membres ont tiré l'alarme et ce n'était pas nécessaire, c'est pas le problème.

Hier Fadi a fait un discours pour tout ce qu'il s'agit d'inclure la main mise au niveau du système multipartite, il faut qu'il y ait un équilibre dans les systèmes et dans l'organisation, cela inclut les participants, commerciaux et industriels.

Il n'y aucun risque de main mise du gouvernement, il y a un bon équilibre sain entre le gouvernement et le reste du système multipartite et je pense que cela va continuer, je vous demande de soutenir cela.

DAVID REDL: Je pense que nous sommes d'accord avec vous, le système, l'équilibre qui existe maintenant entre le gouvernement et d'autres parties prenantes dans l'ICANN fonctionne bien. Je ne

vais pas les caractériser comme des gens qui tirent la sonnette d'alarme, je devrais perdre mon job, mais je sais qu'il y a des inquiétudes devraient être adressées et j'applaudis tous les gens dans le système multipartite qui adresse ces inquiétudes.

STEVE DeBIANCO:

J'ai été le témoin et je suis privilégié d'être dans les audiences dont vous avez parlé, et quand je vois les questions qu'ont posé vos patrons, je vois qu'il y a un manque de prise de connaissance, ils ont eu des pages et des pages de détails et ils ont posé de questions bien avant et c'est le rapport que ces hommes ont rassemblés pour résumer tout ce qui s'est passé dans les comités montrent vraiment une connaissance en détail de l'internet et la réputation que nous avons aux Etats Unis, quant on pense que le Congrès ne sait rien faire, quant on fait quelque chose, et bien on le fait bien, et c'est ce que vous avez fait, donc j'applaudis vos efforts.

Vous nous dites qu'il a été très difficile de resté focalisé et d'oublier ces problèmes de l'Act DOTCOM, les gens sont venus vous voir, vous ont fait des tas de demandes, et Act.COM suit les critères du NTIA et si nous avons des recommandations de consensus pour la transition et aussi du côté de la responsabilité, donc le Congrès sera en position de soutenir la proposition. C'est tout ce que vous pouvez faire.

Lorsqu'il s'agit de la main mise, vous avez vraiment raison d'être inquiet au niveau de la main mise. Cette notion que les gouvernements peuvent changer la façon dont ils prennent des décisions, on doit avoir d'autres conseils. Il y a des gouvernements pour recevoir des conseils et d'autres gouvernements qui ne veulent pas recevoir des conseils donc c'est difficile, ça met le conseil d'administration d'ICANN en position de négociation avec les gouvernements, c'est très sage de faire attention comme vous l'avez fait, de décider d'éviter certaines situations où les gouvernements peuvent faire quelque chose sans consensus et qu'ils auraient des opinions de contentieux, ce n'est pas le rôle de l'ICANN, peut-être que l'ONU fait cela mais ne rendez pas l'ICANN comme un médium comme les Nations Unis.

Merci pour votre travail.

DAVID REDL:

Merci Steve pour vos bons mots, merci pour votre témoignage sage, vous êtes venus aux audiences, nous faisons partis d'un organe où il y a deux côtés, où il y a souvent pas de consensus entre les deux partis et si le Sénat et la Chambre des Représentants ne peuvent pas être d'accord sur le langage ou sur un texte, nous ne pouvons pas mettre ça devant le Président,

nous comprenons quelle est la frustration dans ce processus, c'est le processus dont nous avons l'habitude et nous faisons avec.

JORDAN CARTER:

Je m'appelle Jordan Carter, je fais partie du groupe qui travaille dans le processus du CCWG, dans mon job on doit faire face à beaucoup de détails, de lectures. Vous avez une perspective différente, car vous venez de l'extérieur, d'un contexte gouvernemental, moi j'ai une question; en observant ce processus jusqu'à présent pour voir où on en est aujourd'hui, quelles sont vos surprises dans les conclusions que nous avons aujourd'hui?

DAVID GOLDMAN:

Si je parle au niveau et non pas dans les détails, je crois que le processus a été impressionnant, les gens qui sont présents dans la salle, vous avez fait énormément de progrès et votre travail a été excellent. Nous avons énormément avancé et il me semble déjà que l'approche multipartite est un petit peu difficile à comprendre au départ, voir le fait que tout le monde a pu y arriver c'est impressionnant, donc encore une fois plutôt que de rentrer dans les détails, je ne vais pas le faire, mais simplement les progrès qui ont été faits sont impressionnants.

DAVID REDL:

Je crois que pour moi, que nous sommes payé pour participer à des décisions pour adopter certains processus et pour d'autres se sont des choses qu'ils font parfois de manière bénévole et je crois que ce qui est impressionnant et qui est surprenant c'est le niveau de passion, d'application des gens alors que ces personnes sont simplement des utilisateurs de l'internet et qu'ils n'ont rien à gagner finalement.

C'est ce qui m'a impressionné, ce n'est pas la première fois que je viens aux réunions de l'ICANN et à chaque réunion, je suis encore à nouveau impressionné de l'implication des gens, c'est cela qui surprends le plus.

JAMIE HEDLUND:

Cette fois-ci, c'est vraiment la dernière question.

SEBASTIEN BACHOLLET:

Je pense qu'il faut que je parle en anglais car même si nous avons l'interprétation, nous n'avons pas les écouteurs, vous pourriez lire, mais ce n'est pas la même chose que d'écouter les bons outils que nous avons nos interprètes, merci.

Par rapport à vos derniers mots, je crois que c'était intéressant, il nous faut prendre en compte les utilisateurs finaux, je suis un utilisateur final, je suis présent dans cette organisation et je

crois que les 3 milliards d'utilisateurs doivent savoir où nous devons aller et comment nous allons y arriver et parfois j'ai un petit peu l'impression, en tout cas aujourd'hui, mais je ne comprends pas comment vous vous organisez. Moi je ne suis pas citoyen des Etats Unis et beaucoup des choses que vous nous dites, et bien nous avons du mal à le comprendre et pourquoi devons-nous le faire? Car enfin de compte, ce qui est important, c'est que le monde soit d'accord sur ce qu'il faut faire, mais la dernière entité qui va approuver c'est en fait le Congrès et donc moi, je me disais que c'était autre chose, que c'était la communauté qui devait avoir le dernier mot.

MA question c'est comment vous allez réconcilier ceci, car la question que j'ai c'est que vous allez être les derniers à avoir le mot, votre organisation, donc le Congrès, donc vous serez les derniers à avoir voix au chapitre, ça c'est ma première question.

Deuxièmement, ma recommandation c'est qu'il faut que vous parliez avec le GAC, le gouvernement, car le groupe de travail intercommunautaire sur la responsabilité ne sera pas le bon endroit pour négocier ce que le comité consultatif des gouvernements aura le droit de faire, si vous avez des demandes, et bien j'espère que vous allez vous adresser au GAC, mais ce n'est pas à l'utilisateur final de se retrouver coincé entre les deux, ce n'est pas notre rôle.

Merci.

DAVID REDL:

Je crois que pour aucun d'entre nous, le Congrès n'a le dernier mot, mais je crois que c'est intéressant pour cette communauté internationale multipartite de voir comment fonctionne le processus intergouvernementale au sein des Etats Unis car en fin de compte ce qui se passe c'est qu'il y a un processus, le processus multipartite, mais il y a également un processus à l'intérieur du gouvernement des Etats Unis et je crois que le Secrétaire Strickling, et je n'envie pas son rôle, il est justement coincé entre ces deux processus et c'est un lieu très difficile et je crois que personne d'entre nous ne souhaitons avoir son travail mais lui aussi a un processus à suivre au sein de notre propre gouvernement qui inclut la responsabilité des communautés d'autorisation au Capitol, qui finance sont travail.

Moi je ne pense pas que c'est le Congrès des Etats Unis qui a le dernier mot dans le système multipartite, par contre nous avons un rôle de supervision sur la NTIA et c'est ce qui décrit notre rôle dans ce processus, je crois que nous avons été relativement claire, nos membres ont été relativement claires, lorsque nous avons eu une audience, notre travail c'est de superviser la NTIA et la NTIA c'est le représentant du système multipartite lors de

ces évènements, moi je ne souhaite pas représenter le gouvernement des Etats Unis au sein du modèle multipartite, je crois que ce ne serait pas du tout utile, mais le fait d'être là pour s'assurer que nous sommes entendus, que nous sommes vus dans le cadre de cette décision, ça fait partis de notre travail.

JAMIE HEDLUND: Jeff, John, David et David merci beaucoup, nous apprécions beaucoup votre présence aujourd'hui.

[FIN DE LA TRANSCRIPTION]